

Les subsides

Le député n'ignore sûrement pas, du moins je l'espère, que l'économie de l'ouest du Canada se trouve dans un état déplorable, en bonne partie à cause de la politique énergétique nationale. Si la banque avait fait faillite, ce qui aurait été inévitable sans l'aide des banques canadiennes, de la Société d'assurance-dépôts du Canada, de la province de l'Alberta et du gouvernement fédéral, il sait qu'un grand nombre de chefs de petites entreprises auraient tout perdu. Les conséquences auraient été désastreuses dans la région d'Edmonton. Heureusement, nous avons réussi à régler le problème temporairement, le temps de remettre les choses sur pied. Il est certain que la banque pourra de nouveau prospérer. A ce propos, je rappelle au député de Yorkton-Melville que les organismes qui participent à ce plan d'aide pourront par la suite profiter des bénéfices de la banque grâce à leurs certificats d'actions.

Cette motion est peut-être la plus ridicule qui ait jamais été présentée à la Chambre. En fait, je suis surpris que le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) ose présenter une motion de ce genre à la Chambre des communes. Le député se plaint du fait que le gouvernement n'a pas encore déposé de budget, comme si c'était la seule raison d'être d'un gouvernement. Les députés d'en face ont l'impression que les gouvernements sont là pour présenter des budgets. En fait, ils ont la responsabilité d'administrer le pays. Or, justement, la situation du pays est en train de changer complètement depuis le 4 septembre. Un budget viendra en temps opportun. Beaucoup de problèmes pouvaient et doivent être réglés sans l'aide d'un budget.

Le député de Yorkton-Melville, par exemple, affirme s'être rendu compte en voyageant au Canada que les citoyens en ont assez d'être opprimés par le gouvernement central d'Ottawa. Il dit qu'il manque un esprit de collaboration et que nous ne pouvons pas adopter à Ottawa des règles qui sont ensuite appliquées par exemple à Vancouver et à Saint-Jean. C'est exact. Nous le savons. C'est pourquoi nous avons réussi, pour la première fois depuis 15 ou 16 ans, à amener finalement les provinces à collaborer avec le gouvernement fédéral. De cette façon, nous pouvons nous entendre sur la manière d'aborder la question de l'assurance-maladie, de l'enseignement ou des programmes d'austérité.

La députée de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) s'est entendue avec les ministres du Travail et de l'Emploi des provinces afin de créer des emplois pour les étudiants, cet été, grâce à un nouveau programme de création d'emplois qui marche très fort dans ma circonscription. C'est la première fois que les gens offrent des emplois aux étudiants, car ils sont maintenant convaincus que le gouvernement canadien connaît leurs besoins. Ils veulent collaborer, participer et contribuer à bâtir le Canada. Ils veulent donner une chance à la jeunesse canadienne. Le gouvernement comprend les hommes d'affaires, les provinces, les travailleurs et tous les secteurs de l'économie qui veulent travailler ensemble. D'après la motion, le gouvernement n'a rien fait de concret pour créer des emplois, mais il n'en est rien.

● (1550)

Dans la motion, il est aussi question de la confiance économique nécessaire à la réalisation des espoirs et aspirations des

Canadiens. Parlons de coopération économique. D'abord, nous avons obtenu la coopération des provinces et nous supprimons graduellement les entraves au commerce entre elles. Mieux encore, nous sommes en train de régler nos problèmes sur le plan du commerce international, surtout avec les États-Unis. La conférence tenue à Québec, la semaine dernière, a été le couronnement de toute une série de négociations soutenues. Des députés ont critiqué la députée de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell) au sujet du traité sur la pêche au saumon sur la côte ouest. Nous savons qu'elle a visité les ports de la côte ouest pour connaître l'opinion des gens sur ce traité, et nous avons aujourd'hui un accord que le gouvernement précédent a été incapable de conclure pendant des années.

M. Manly: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Ma collègue, députée de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell), ne veut sûrement pas qu'on la tienne responsable du traité sur le saumon imposé à la Colombie-Britannique. Il s'agit plutôt du député de Vancouver-Sud (M. Fraser).

M. le vice-président: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Blenkarn: Je me réjouis qu'on reconnaisse enfin que le ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser) a fait un excellent travail. On reconnaît que nous avons conclu un traité que les libéraux n'ont pas été capables d'obtenir en dix ans. Pourquoi? Parce qu'il n'y avait aucune coopération entre le Canada et son principal partenaire commercial, les États-Unis. Nous éprouvons des inquiétudes, surtout la Colombie-Britannique, en ce qui concerne le bois tendre. Nous avons déjà accaparé pratiquement le tiers du marché américain du bois tendre et nous risquons fort de voir nos exportations de bois frappées d'un droit compensateur. Cette crainte est maintenant dissipée. Nous risquons de voir nos exportations de pommes de terre soumises également à ce droit compensateur, mais ce danger est écarté. Nous risquons fort de voir notre industrie sidérurgique pratiquement bannie du marché américain, et cette crainte est maintenant dissipée dans une large mesure.

Les députés d'en face parlent de la confiance de l'économie. Le monde des affaires a confiance lorsqu'il voit un gouvernement prêt à sévir et à agir et à se montrer compréhensif à l'égard des questions commerciales. Ce gouvernement est prêt à consulter. Il comprend que nous devons financer les exportations. Il a produit des documents pour discuter avec le monde des affaires du financement des exportations par l'entremise des banques et des autres institutions financières. Ces dernières peuvent, elles aussi, contribuer au financement de ces exportations. Le gouvernement trouvera bientôt de nouveaux moyens de mettre des institutions financières à contribution pour développer le commerce. Il est ridicule de prétendre que l'économie n'a pas confiance, faute de budget. L'opposition dit que le budget arrivera trop tard. Alors que son gouvernement avait été élu le 18 février 1980, ce n'est qu'en octobre de la même année qu'il a finalement présenté un budget. Bien sûr, il y a eu un exposé économique en avril, mais nous avons produit le nôtre en novembre. La situation est la même.